

BAC 2021

PEUT-ON LAISSER BLANQUER GÉNÉRALISER LE CONTRÔLE CONTINU **AD VITAM AETERNAM ?**

LE SNFOLC PROPOSE L'ACTION COMMUNE À TOUS LES NIVEAUX POUR LE RÉTABLISSEMENT DES ÉPREUVES NATIONALES, TERMINALES ET ANONYMES DU BACCALAURÉAT

Les professeurs de Philosophie, de Lettres, les professeurs convoqués au Grand Oral et leurs collègues multiplient les prises de position, les AG, les rassemblements. Nombre d'entre eux étaient présents et manifestaient leur ras le bol face à la mascarade qu'est devenu le baccalauréat et au mépris du ministre. Des centaines de collègues se sont réunis les 16 et 17 juin à Lille, Bordeaux, Grenoble, Montpellier, Périgueux, Paris, par exemple. Les professeurs prennent position pour le rétablissement des épreuves nationales, anonymes, terminales et ponctuelles dans toutes les disciplines dans des déclarations communes, comme en Gironde, en Isère, en Dordogne, à Versailles. Dans chaque académie, les professeurs adoptent des prises de position adressées au ministre pour dire que la coupe est pleine comme à Dijon, en Guadeloupe. Ils ont raison ! Car tout le monde fait face à une dévaluation de l'examen terminal. Et chacun sait que le contrôle continu, ce sont des pressions continues sur les enseignants de la part de tous. Et le baccalauréat, ce n'est pas un diplôme maison, c'est un diplôme reconnu dans les conventions collectives, c'est le premier grade universitaire qui doit permettre d'entrer dans la filière de son choix. Or avec ce système du contrôle continu, Parcoursup prend toute sa puissance d'élimination du lycéen pour l'emmener vers le programme « *un jeune, une solution* », et des petits boulots mais sans les études choisies.

LE MINISTRE PROPOSE DE PÉRENNISER LE CONTRÔLE CONTINU INTÉGRAL

Le ministre a créé des baccalauréats maison, et il essaie de les généraliser. Cette année, le baccalauréat, c'est 82% de contrôle continu. Ce qu'il propose, c'est de généraliser ce système avec l'aide du comité de suivi du baccalauréat auquel le SNFOLC n'a pas participé, car le diplôme, ses exigences ne se négocient pas. Le ministre veut pérenniser la déréglementation des diplômes que vivent les enseignants et les lycéens depuis deux sessions et le sabotage du baccalauréat dont il ne veut plus. Pas innocent que J-M Blanquer veuille passer les E3C en contrôle continu. Car ces épreuves, dogme de la réforme du lycée, ont conduit à la grève, aux rassemblements, à des gardes à vue et aux menaces sur les professeurs. Le ministre ne veut plus jamais cela : la mobilisation des enseignants et des lycéens, il faut la faire disparaître.

Pas innocent non plus, la proposition du chef de file de la réforme du bac et du lycée, M. Mathiot, nommé par le ministre pour appliquer les réformes et qui précise « *On ne peut arriver au contrôle continu intégral que si les enseignants sont accompagnés dans la culture de la note.* » Et c'est l'objectif du Grenelle du ministre qui se poursuit pour monter les professeurs les uns contre les autres. Rien n'est déconnecté de l'objectif central : supprimer les diplômes, supprimer les garanties statutaires, supprimer les postes, détruire l'École de la République et ses diplômés ?

Face à cette attaque en règle contre le baccalauréat, avec la mise en place du contrôle continu voulu par Blanquer tout le monde est concerné

Les personnels exigent de vrais diplômes.

**Les personnels refusent la concurrence entre eux et entre établissements, le bac maison, c'est NON
Les personnels exigent le respect de leur discipline**

Le SNFOLC exige avec les personnels :

- ▶ l'abandon du Grand Oral
- ▶ le retrait des modalités des épreuves imposées par le ministre pour le baccalauréat 2021
- ▶ le retrait des réformes Blanquer du baccalauréat, du lycée et de Parcoursup
- ▶ que le ministre se prononce dès maintenant pour le retour dès 2022 à des épreuves nationales et finales, ponctuelles et anonymes du baccalauréat en fin d'année scolaire
- ▶ l'arrêt des suppressions de postes, le rétablissement des 1800 postes supprimés dans le second degré ainsi que le recrutement de toutes les listes complémentaires. Le ministre doit les abonder.

Il invite les personnels à se réunir pour multiplier les prises de position pour s'adresser comme dans le Var à Blanquer et Castex qui seront à Paris le 30 juin avec la FNEC FP-FO, la CGT Education et la FCPE.

